

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/59/Rev.1

20 mars 1996

(96-1009)

Comité des sauvegardes

REGLEMENT INTERIEUR DES REUNIONS DU COMITE DES SAUVEGARDES

Note du Secrétariat

Révision

1. A sa réunion du 6 novembre 1995, le Comité a examiné un projet de règlement intérieur distribué sous la cote G/SG/W/59. Les Membres ont autorisé le Président à poursuivre les consultations informelles sur le règlement intérieur du Comité selon qu'il serait nécessaire, en vue d'élaborer un projet de règlement et de le présenter au Comité pour adoption. Ces consultations informelles ont maintenant eu lieu et, en se fondant sur les résultats obtenus, le Président propose le projet de règlement intérieur ci-joint au Comité pour adoption.
2. La préoccupation principale exprimée par les Membres concernait le calendrier de distribution des avis annonçant les réunions, les ordres du jour provisoires et la distribution des documents établis pour les réunions. Certains Membres ont rappelé, en l'approuvant, la pratique du Secrétariat consistant à distribuer des ordres du jour provisoires annotés plusieurs semaines avant les réunions, en indiquant une date limite pour la présentation d'observations et l'inscription de questions à l'ordre du jour.
3. Les règles 2, 3 et 4 ont été remaniées pour tenir compte des préoccupations exprimées par les Membres. Le projet indique clairement que la réunion doit être annoncée au moins dix jours à l'avance mais il est reconnu dans la règle 2 qu'une période plus longue est souhaitable. Le règlement prévoit que les documents doivent être distribués dix jours avant une réunion mais il est reconnu qu'ils devraient l'être plus tôt si cela est possible. Ainsi, par exemple, les documents pour les réunions ordinaires seraient distribués dès que possible mais les notifications distribuées dix jours avant la réunion pourraient tout de même être examinées à cette réunion.
4. En outre, pour plus de clarté, le Président du Comité a l'intention de faire, au moment où le projet de règlement sera proposé pour adoption, une déclaration à consigner au procès-verbal qui entérinera la pratique du Secrétariat consistant à distribuer les ordres du jour provisoires annotés des réunions ordinaires longtemps avant la date des réunions. Le Secrétariat a l'intention de continuer à distribuer un ordre du jour provisoire annoté quatre à six semaines avant chaque réunion ordinaire. Cet ordre du jour indiquerait la date limite à laquelle les Membres devraient communiquer au Secrétariat leurs demandes d'inscription de questions à l'ordre du jour. L'avis annonçant la réunion ne serait pas distribué avant cette date limite.
5. Des préoccupations ont également été exprimées au sujet du libellé initial du projet de règle 15 qui semble laisser entendre que le Président du Comité serait tenu, dans certains cas, de demander l'autorisation d'agir en qualité de Président. Cela n'a évidemment jamais été l'objectif de la règle et le nouveau libellé proposé indique clairement que le Président peut, à tout moment, demander l'autorisation d'agir en tant que représentant d'un Membre.

6. Au cours des consultations informelles, le Président a également signalé l'anomalie qui pourrait se produire si le Comité ne tenait sa réunion ordinaire qu'en novembre d'une année donnée, qu'il élisait le Président et le Vice-Président (choisis de façon informelle en janvier de la même année) à la fin de cette réunion et que ceux-ci ne présidaient pas de réunion avant novembre de l'année suivante, alors qu'un nouveau président et un nouveau vice-président auraient déjà été choisis de façon informelle. Afin d'éviter cette situation, le Président a l'intention de proposer que le Comité décide de tenir deux réunions ordinaires chaque année en même temps que les réunions d'avril et d'octobre du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires. Les projets de règles 1 et 12, modifiés sur la base des textes correspondants adoptés par le Comité des pratiques antidumping et le Comité des subventions et des mesures compensatoires, tiennent compte de la proposition tendant à ajouter une deuxième réunion ordinaire au calendrier du Comité.

7. Le projet de règlement intérieur ci-après, fondé sur le règlement intérieur du Conseil général tel qu'il a été modifié par le Conseil du commerce des marchandises, est proposé au Comité des sauvegardes pour adoption. Il sera ensuite transmis au Conseil du commerce des marchandises pour approbation, conformément au paragraphe 6 de l'article IV de l'Accord sur l'OMC.

8. Dans le projet ci-après, les passages ~~barrés~~ sont ceux qui figurent dans le règlement intérieur du Conseil général mais qui ont été supprimés du règlement proposé au Comité des sauvegardes. Les passages en grisé sont des règles nouvelles ou modifiées proposées au Comité pour adoption. Il convient de noter que nombre des modifications signalées dans le projet de règlement correspondent à des modifications apportées par le Conseil du commerce des marchandises à son propre règlement et approuvées par le Conseil général, ainsi qu'à des modifications examinées durant les consultations informelles engagées par le Président.

Chapitre premier - Réunions

Règle 1

~~Le Conseil général~~ Comité des sauvegardes se réunira ~~selon qu'il sera approprié~~ au moins deux fois l'an en session ordinaire, et selon qu'il sera approprié.

Règle 2

Les réunions du ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes seront convoquées par le Directeur général au moyen d'un avis qui paraîtra ~~de préférence trois semaines mais en tout cas dix jours civils~~ au moins avant la date fixée pour la réunion. Si le dixième jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, l'avis paraîtra au plus tard le jour précédent ouvré à l'OMC. Les réunions pourront être convoquées à plus brève échéance pour des questions particulièrement importantes ou urgentes à la demande d'un Membre, à la condition que cette demande soit approuvée par la majorité des Membres.

Chapitre II - Ordre du jour

Règle 3

Une liste des points dont l'inscription à l'ordre du jour de la réunion est proposée sera communiquée aux Membres avec la convocation pour la réunion. Tout Membre aura la faculté de

proposer l'inscription de questions à l'ordre du jour provisoire jusqu'au jour, non compris, où l'avis annonçant la réunion devra paraître.

Règle 4

Les demandes d'inscription d'une question à l'ordre du jour d'une réunion à venir seront communiquées au Secrétariat par écrit, avec les documents d'accompagnement à distribuer au sujet de cette question. Les documents devant être examinés à une réunion seront distribués de préférence trois semaines mais en tout cas au plus tard le jour où l'avis annonçant la réunion devra paraître dix jours civils avant la date fixée pour la réunion.

Règle 5

~~Un ordre du jour provisoire sera distribué par le Secrétariat un ou deux jours avant la réunion.~~

Règle 6

Le premier point de l'ordre du jour provisoire sera l'examen et l'adoption de l'ordre du jour. Les représentants pourront suggérer des modifications de l'ordre du jour provisoire ou des additions à l'ordre du jour sous la rubrique "Autres questions". Chaque fois que cela sera possible, les représentants communiqueront à l'avance au Président ou au Secrétariat, ainsi qu'aux autres Membres directement intéressés, les points qu'ils souhaitent aborder au titre des "Autres questions".

Règle 7

A tout moment au cours de la réunion, le ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes pourra modifier l'ordre du jour ou accorder la priorité à certaines questions.

Chapitre III - Représentation

Règle 8

Chaque Membre sera représenté par un représentant accrédité.

Règle 9

Chaque représentant pourra s'adjoindre les suppléants et les conseillers qu'il jugera nécessaires.

Chapitre IV - Observateurs

Règle 10

Les représentants des Etats ou territoires douaniers distincts pourront, sur invitation du ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes, assister aux réunions en qualité d'observateurs, conformément aux paragraphes 9 à 11 des lignes directrices énoncées dans l'annexe 2 du ~~présent~~ règlement intérieur du Conseil général.

Règle 11

Les représentants d'organisations internationales intergouvernementales pourront, sur invitation du ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes, assister aux réunions en qualité d'observateurs, conformément aux lignes directrices énoncées dans l'annexe [] du ~~présent règlement intérieur du Conseil général~~.

Chapitre V - Président et Vice-Président

Règle 12

Le ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes élira un Président* et pourra élire un Vice-Président parmi les représentants des Membres. L'élection aura lieu à la première réunion ordinaire de l'année et prendra ~~immédiatement~~ effet à la fin de cette réunion. Les Président et Vice-Président exerceront leur mandat jusqu'à la fin de la première réunion ordinaire de l'année suivante.

Règle 13

Si le Président est empêché de participer à une réunion ou partie de réunion, le Vice-Président remplira les fonctions de président. ~~Si~~ S'il n'a pas été élu de Vice-Président ou si le Vice-Président n'est pas présent, le ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes élira un Président intérimaire pour la réunion ou partie de réunion en question.

Règle 14

Si le Président ne peut plus remplir les fonctions qui lui incombent, le ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes chargera le Vice-Président mentionné à la règle 12 de remplir ces fonctions jusqu'à l'élection d'un nouveau Président ou, s'il n'a pas été élu de Vice-Président, élira un Président intérimaire à cet effet.

Règle 15

Le Président participera normalement aux débats en tant que président et non comme représentant d'un Membre. Il pourra cependant, à tout moment, demander l'autorisation d'agir en ~~l'une ou l'autre~~ cette dernière qualité.

Chapitre VI - Conduite des débats

Règle 16

~~Le quorum sera constitué par la majorité simple des Membres.~~

Règle 17

Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président prononcera l'ouverture et la clôture de chaque réunion, dirigera les débats, donnera la parole, soumettra les questions à la décision des Membres, proclamera les décisions, statuera sur les motions d'ordre et, sous réserve des dispositions du présent règlement, réglera entièrement

*Le Comité des sauvegardes suivra les lignes directrices pertinentes énoncées dans les "Lignes directrices pour la désignation des Présidents des organes de l'OMC" (WT/L/31 du 7 février 1995).

les débats. Le Président pourra également rappeler à l'ordre un orateur si les observations de ce dernier s'écartent du point en discussion.

Règle 18

Au cours de la discussion de toute question, un représentant pourra soulever une motion d'ordre. Dans ce cas, le Président prendra immédiatement une décision. Si sa décision est contestée, le Président la soumettra immédiatement à la décision des Membres. Cette décision restera acquise si la majorité ne l'infirmes pas.

Règle 19

Au cours de la discussion de toute question, un représentant pourra demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Toute motion de ce genre aura priorité. Outre l'auteur de la motion, trois orateurs pourront prendre la parole, l'un en faveur de la motion, les autres contre, après quoi la motion sera immédiatement soumise à la décision des Membres.

Règle 20

Un représentant pourra à tout moment demander la clôture du débat. Outre l'auteur de la motion, un seul représentant pourra être autorisé à parler en faveur de la motion, et deux représentants au plus pourront être autorisés à parler contre, après quoi la motion sera immédiatement soumise à la décision des Membres.

Règle 21

Au cours d'un débat, le Président pourra donner lecture de la liste des orateurs inscrits et, avec l'assentiment des Membres présents, déclarer cette liste close. Il pourra cependant accorder le droit de réponse à tout représentant s'il y a lieu de le faire en raison d'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs.

Règle 22

Le Président pourra, avec l'assentiment des Membres présents, limiter le temps de parole de chaque orateur.

Règle 23

Les représentants s'efforceront, dans la mesure où la situation le permettra, de limiter la durée de leur déclaration orale. Les représentants qui souhaitent exposer plus en détail leur position sur un point particulier pourront faire distribuer aux Membres une déclaration écrite dont ils pourront demander qu'elle soit résumée dans le compte rendu de la réunion du ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes.

Règle 24

Afin d'accélérer les travaux, le Président pourra inviter les représentants qui désirent exprimer leur soutien à une proposition donnée à lever la main, afin que leur soutien soit dûment consigné dans le compte rendu de la réunion du ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes; ainsi, seuls les représentants dont les vues divergent ou qui souhaitent soulever des points particuliers ou faire des propositions précises seraient invités à faire une déclaration. Cette procédure ne s'appliquera que dans le but d'éviter une répétition inutile des arguments déjà exposés, et n'empêchera aucun représentant de prendre la parole s'il le désire.

Règle 25

Les représentants devraient éviter des débats trop longs au titre des "Autres questions". Ils éviteront de débattre de questions de fond au titre des "Autres questions", et le ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes se limitera à prendre note de la communication de la délégation qui soulève la question de même que de toute réaction d'autres délégations directement intéressées.

Règle 26

Le ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes n'est pas censé prendre une décision au sujet d'un point soulevé au titre des "Autres questions", mais rien ne l'empêchera, s'il en décide ainsi, de prendre une décision au sujet d'un tel point à une réunion donnée, ou au sujet de tout point pour lequel les documents n'ont pas été distribués dix jours civils au moins avant la réunion.

Règle 27

Les représentants devraient tout faire pour éviter la répétition d'un débat approfondi à chaque réunion sur une question dont il a déjà été longuement débattu et au sujet de laquelle il apparaît que les positions des Membres déjà consignées n'ont pas changé.

Règle 28

Les propositions et amendements à des propositions seront normalement présentés par écrit et communiqués à tous les représentants au plus tard 12 heures avant l'ouverture de la réunion à laquelle ils doivent être examinés.

Règle 29

Si deux propositions ou plus, concernant la même question, sont en présence, les Membres présents prendront d'abord une décision sur la proposition qui a la plus grande portée, puis sur celle dont la portée vient immédiatement après, et ainsi de suite.

Règle 30

Lorsqu'il sera présenté un amendement à une proposition, l'amendement sera d'abord soumis à la décision des Membres et, s'il est adopté, la proposition ainsi amendée sera ensuite soumise à la décision des Membres.

Règle 31

Si deux ou plusieurs amendements à une proposition sont en présence, les Membres présents prendront d'abord une décision sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition initiale, puis, le cas échéant, sur l'amendement qui, dans l'ordre, s'éloigne le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu'à épuisement des amendements.

Règle 32

La disjonction sera de droit si elle est demandée.

Chapitre VII - Prise de décisions

Règle 33

~~Le Conseil général prendra ses décisions conformément aux dispositions de l'Accord sur l'OMC concernant la prise de décisions, en particulier l'article IX intitulé "Prise de décisions".~~

Dans les cas où il ne sera pas possible d'arriver à une décision par consensus, la question considérée sera renvoyée au Conseil du commerce des marchandises.

Règle 34

~~Lorsque, conformément à l'Accord sur l'OMC, des décisions devront être prises aux voix, les Membres se prononceront par voie de scrutin. Des bulletins de vote seront distribués aux représentants des Membres présents à la réunion et une urne sera placée dans la salle de conférences. Toutefois, le représentant de tout Membre pourra demander, ou le Président pourra suggérer, qu'un vote ait lieu à main levée ou par appel nominal. En outre, dans les cas où, conformément à l'Accord sur l'OMC, la majorité qualifiée des voix de tous les Membres sera requise, le Conseil général pourra décider, à la demande d'un Membre ou à la suggestion du Président, que le vote aura lieu par correspondance (par courrier aérien, télégraphie ou télécopie) conformément aux procédures indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement.~~

Chapitre VIII - Langues

Règle 35

Les langues de travail seront le français, l'anglais et l'espagnol.

Chapitre IX - Comptes rendus

Règle 36

Les comptes rendus des débats du ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes seront établis sous forme de procès-verbaux.***

Chapitre X - Publicité des séances

Règle 37

En règle générale, les réunions du ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes seront privées. Il pourra être décidé qu'une ou plusieurs réunions particulières seront publiques.

Règle 38

A l'issue d'une réunion privée, le Président pourra publier un communiqué de presse.

*** La pratique habituelle dans le cadre du GATT de 1947, suivant laquelle les représentants peuvent, s'ils le demandent, vérifier les parties des projets de comptes rendus contenant leurs déclarations avant la parution de ceux-ci, sera maintenue.

Chapitre XI - Révision

Règle 39

Le ~~Conseil général~~ Comité des sauvegardes pourra décider à tout moment de réviser le présent règlement, en totalité ou en partie.